

Élection présidentielle 2027:

Mettre en échec E. Philippe et le RN

Une élection lourde de dangers

Dans quelques mois aura lieu l'élection présidentielle. Le risque est évidemment immense, social, démocratique, environnemental.

D'autant plus que la politique impérialiste est actuellement en train d'aboutir à la « stagflation » (stagnation économique + inflation), ce qui met à l'ordre du jour une aggravation considérable de la politique anti-sociale.

Si le candidat du RN accédait au pouvoir – celui de Trump, de Poutine, des impérialistes fauteurs de guerre et xénophobes – le pire serait à craindre. Trump, notamment, multiplie les soutiens à l'extrême-droite, en Grande-Bretagne, en Allemagne, en France...

Même si Philippe est moins caricatural, l'élection d'un dirigeant de la droite (un peu) plus modérée signifierait une accentuation de la politique réactionnaire, anti-sociale, xénophobe, anti-écologique. Selon la presse (*Le Monde*, 21.5.2026) :

« Édouard Philippe compte (...) affirmer son positionnement à droite d'ici au premier tour. Il peut là aussi compter sur un rival, le candidat du parti Les Républicains, Bruno Retailleau, pour maintenir sa ligne : à force de propositions radicales visant à chasser sur les terres du RN ».

Aiguillonné par LR et Cie, Philippe a d'ores et déjà annoncé qu'il était favorable à « travailler plus » ou à poursuivre l'offensive contre notre système de retraites, à avancer vers un système basé sur la capitalisation.

Si l'un de ces candidats était élu, ce serait donc évidemment un désastre pour le monde du Travail : tout doit être mis en œuvre pour leur défaite !

Contre la politique de division à gauche

Face à ces immenses dangers pour le monde du Travail, la politique des dirigeants de gauche et du mouvement ouvrier ne répond pas à l'urgence.

Il n'y aura que 2 candidats au second tour de l'élection présidentielle. La présence du RN y étant assurée, il n'y aura place que pour un seul autre candidat : celui de la droite (dite) « républicaine » ou celui de la gauche.

La fragmentation de l'électorat du mouvement ouvrier et des organisations associées ne peut donc mener qu'à l'élimination de leurs éventuels candidats pour le second tour de l'élection présidentielle. Cette politique laisse le champ libre au camp de la réaction, à E. Philippe ou un équivalent.

Pourtant, les principaux dirigeants de la gauche officielle se situent peu ou prou tous sur une orientation de division.

Le Parti Socialiste mène depuis des mois une politique qui a permis à Macron et Lecornu de poursuivre leur politique anti-sociale. Désormais, son aile droite se prépare soit à propulser Glucksmann (que rien d'essentiel ne sépare de Macron et de ses clones), soit à appeler directement à voter pour un candidat de la droite « de gouvernement » (E. Philippe selon toute probabilité).

Quant à la France Insoumise, tout en menant une campagne anti-socialiste hystérique, elle préconise l'unité « de la gauche radicale », un bloc FI-PCF-Verts-NPAA. Or un tel bloc ne permettrait certainement même pas à la gauche d'accéder au second tour.

Contre la droite et l'extrême-droite, l'unité est indispensable

A l'opposé de la politique de division alimentée par le PS et la FI, la seule possibilité de mettre en échec le RN et Philippe est

**Un candidat unique de la gauche et du mouvement ouvrier,
du PS à l'« extrême-gauche ».**

Une candidature d'unité est la seule possibilité d'éviter un défaite populaire en 2027, que la présidentielle mène à un gouvernement d'extrême-droite ou de droite radicalisée.

Un tel candidat pourrait être désigné selon diverses modalités. Si la volonté de disposer d'un candidat unique existe, on saura trouver la voie de sa désignation.

Pour notre part, nous considérons que le programme d'un tel candidat devrait nécessairement inclure les points suivants (notamment) :

- **Pour les revendications ouvrières et populaires** : abrogation de la contre-réforme des retraites, blocage des prix et des licenciements, échelle mobile des salaires, défense des services publics...
- Pour la **réorientation de la production** économique en fonction des besoins sociaux et écologiques.
- Contre l'autoritarisme et pour l'**abrogation de la V^o République**, pour un gouvernement des travailleurs.
- **Contre le racisme**, la xénophobie et les discriminations.
- **Pour une planification de la consommation des ressources naturelles** : développement des transports publics...
- **Pour le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes et contre l'impérialisme** : en Palestine, en Iran, en Ukraine/Géorgie...

Il est évident que les dirigeants du camp de la division, « socialistes » ou « insoumis », n'adopteront ni cette candidature ni ce programme. Il faudra le leur imposer et s'organiser pour cela.

Discutons-en !